

LA BATAILLE POUR LE CLIMAT LANCÉE

- 13.01.2021

- La Liberté

- " SEVAN PEARSON

".Le référendum contre la loi sur le CO2 a été déposé hier. Le même jour, les Verts présentaient leur stratégie pour rendre la Suisse neutre en carbone en 2040 déjà. La question climatique se réinvite dans le débat LA BATAILLE POUR LE CLIMAT LANCÉE Quelles sont les mesures les plus efficaces pour combattre les méfaits du réchauffement climatique sur la planète? Au niveau politique, chacun y va de ses solutions et plans d'action. Keystone-archives « SEVAN PEARSON Environnement » La journée d'hier était placée sous le signe du climat.

Le référendum contre la loi sur le CO2 a été déposé à Berne, tandis que les Verts présentaient leur plan remanié pour atteindre la neutralité carbone en 2040 déjà. Parmi les très nombreuses mesures proposées - dont plusieurs sont défendues par les socialistes, les Vert'libéraux et la Grève du climat, entre autres -, certaines devraient susciter de vifs débats, vu leur impact sur la vie de chacun. 1 Taxer certains trajets en voiture Les Verts veulent non seulement interdire les nouvelles voitures à énergie fossile dès 2025, mais envisagent le mobility pricing, soit la taxation de certains trajets en véhicule motorisé privé. Ce n'est pas une nouvelle idée et elle est déjà pratiquée à Londres, notamment. «Nous sommes pour un système qui permette de favoriser la mobilité douce», propose Balthasar Glättli, président des Verts suisses.

«Dans ce but, nous imaginons par exemple d'interdire d'ici quelques années l'accès des véhicules mus par l'énergie fossile aux centres-villes. Cette limitation pourrait se faire à l'aide de vignettes ou de péages urbains.» Président de l'Automobile Club de Suisse (ACS), Thomas Hurter se dit ouvert à la question du mobility pricing, mais seulement pour discuter de la vérité des coûts entre les différents moyens de transport et non pas pour des raisons climatiques. «Aujourd'hui, chaque billet de train est payé à plus de 50% par l'Etat», souligne le conseiller national UDC, pour qui cette situation défavorise les automobilistes. Quant à la réduction de l'empreinte climatique, elle doit passer plutôt, selon le Schaffhousois, par une meilleure utilisation des infrastructures existantes, de meilleures connexions entre les différents moyens de transport et l'innovation.

«Il faut laisser les nouvelles technologies se développer. Au niveau de l'importation, la part des véhicules électriques a ainsi augmenté de 20% l'an dernier, parce que cela répond à la demande des clients.» 2 Réduire la vitesse à 30 km/h dans les villes Les Verts proposent de limiter la vitesse à 30 km/h dans les agglomérations urbaines. «De manière générale, nous caressons l'espoir de diminuer la mobilité motorisée, particulièrement dans les villes. Car la liberté, c'est aussi de pouvoir se déplacer en tant que piéton ou cycliste en toute sécurité», estime Balthasar Glättli.

«Il y a des endroits où les zones 30 km/h sont nécessaires, notamment près des écoles», juge pour sa part Thomas Hurter. «Mais il ne faut pas les étendre aux routes d'accès principales, parce que cela a alors pour seul effet de reporter le trafic sur d'autres voies.» «Chaque billet de train est payé par l'Etat à plus de 50%» Thomas Hurter 3 Interdire les vols court-courriers «Nous sommes favorables à l'interdiction des vols internes en Suisse et à tout trajet en avion vers d'autres pays pour lesquels il existe une alternative en train d'une durée maximale de huit heures», déclare Balthasar Glättli. Concrètement, les vols de Genève vers la France, Bruxelles, Francfort et même Londres, voire Barcelone, seraient interdits. La marche à suivre, selon le président des Verts: d'abord une interdiction de la publicité pour ces vols court-courriers, puis une

taxation incitative et enfin la suppression pure et simple de ces liaisons.

«En tant que compagnie aérienne nationale, Swiss dessert la ligne Genève-Zurich. Nous souhaitons offrir à toutes les régions du pays un accès au hub zurichois permettant de voyager dans le monde entier», explique la porte-parole du transporteur, Meike Fuhlrott. «En cas de suppression de ce vol interne, nous pourrions nous attendre à ce que les passagers privilégient des aéroports étrangers, ce qui porterait atteinte à la place économique suisse.» La responsable rappelle la collaboration lancée avec les CFF en octobre 2019, permettant de combiner voyages en train et en avion. «Ce partenariat stratégique est envisagé sur le long terme et pourrait se développer au-delà des frontières nationales», précise la porte-parole.

4 Réduire la consommation de viande Manger moins de produits carnés? En réduisant l'offre, propose Balthasar Glättli. «Les Verts soutiennent l'initiative contre l'élevage intensif. Son but est de faire des normes bio suisses le standard minimum à toute viande produite en Suisse ou importée. Ces prescriptions auraient pour conséquence de réduire l'offre, car les prix augmenteraient. C'est un choix éthique qui est non seulement favorable à l'environnement, mais qui respecte également le bien-être des animaux», développe le président des Verts.

. «Les éleveurs produisent ce que les consommateurs souhaitent. Si ces derniers voulaient moins de viande, la production diminuerait», réagit Pierre-André Page, agriculteur et conseiller national (udc, FR). «Imposer les critères bio suisses comme les normes standards à toute viande produite ou consommée «en Suisse empêcherait de facto toute importation. Les producteurs étrangers renonceraient à adopter des normes aussi strictes pour le petit marché suisse.

En résulteraient donc une pénurie et une hausse des prix», s'inquiète l'élue. «Or cela est contraire à la liberté individuelle de contraindre à manger de la viande ou non! Cela empêcherait les personnes aux revenus limités de consommer de la viande. Les Verts sont des idéalistes. Ce qu'il faut - et je les rejoins sans doute sur ce point - c'est encourager la production locale et la vente de proximité.» » avec phc Les milieux économiques ont déposé hier plus de 110000 signatures contre la loi sur le C02.

S'y ajoutent les 7000 signatures déposées lundi par les activistes de la Grève du climat. Il y a ainsi en tout plus de 117000 signatures. Comme 50000 paraphes sont exigés pour un référendum, ce dernier va aboutir. Le Comité économique «Non à la loi sur le C02» est satisfait d'avoir recueilli plus du double du nombre de signatures requis malgré des conditions difficiles en raison des mesures sanitaires liées au coronavirus. «Cette loi n'est qu'une question d'argent, sans qu'il y ait d'effet mesurable sur la politique climatique», a relevé le conseiller national Christian Imark (udc, SO) lors du dépôt des signatures à la Chancellerie fédérale.

«La loi est coûteuse, inefficace, bureaucratique et étatisante», a souligné de son côté Patrick Eperon, coordinateur romand du comité et représentant du Centre patronal. «Le but de réduire les émissions de C02 n'est pas le problème, mais la voie est mal choisie», a renchéri Andréas Burgener, directeur d'Autosuisse. Le comité référendaire estime qu'il vaut mieux promouvoir les innovations technologiques plutôt qu'introduire de nouveaux impôts et taxes. Ce comité, réuni sous le slogan «Rester raisonnable», est constitué de représentants des secteurs automobile, aéronautique, des transports, du bâtiment ainsi que de la branche pétrolière. Il a reçu le soutien du Centre patronal et de l'UDC.

Réagissant à ce dépôt de signatures, un autre comité de professionnels du monde économique s'est quant à lui positionné hier en faveur de la loi. Il s'agit du comité «Economie suisse pour la loi sur le C02». Le référendum est une alliance contre nature gauche-droite. A gauche, le mouvement de la Grève du Climat n'est cependant pas uni derrière le référendum. De nombreuses sections ne se sont pas jointes au comité.

Du côté des partis, le camp rose-vert soutient, lui, la loi sur le C02, que les Chambres fédérales ont finalisé en septembre. Elle introduit plusieurs taxes et mesures pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 1990. **ATS RÉFÉRENDUM DÉPOSÉ CONTRE LA LOI C02 TROIS QUESTIONS À BALTHASAR GLÄTTLI BALTHASAR GLÄTTLI**
Président des Verts suisses Dans leur Plan climat, les Verts proposent des mesures comme des

péages urbains, la limitation à 30 km/h dans les villes ou encore la réduction de la consommation de viande. N'est-ce pas liberticide? C'est notre manière actuelle de vivre qui est liberticide! Lutter contre le réchauffement climatique implique de restreindre certaines libertés, mais aussi d'en accroître d'autres. Réduire le trafic automobile permettra ainsi à la population de se réapproprier les villes.

Posséder une voiture ne sera plus la condition pour avoir accès à certaines rues. Nous voulons créer des espaces à vivre pour une société de proximité. C'est un changement de paradigme. Comment comptez-vous convaincre la population qu'il faudra vivre différemment? Nous proposons la vision d'une société dont la richesse provient des relations sociales et non de la surconsommation. Le statu quo n'est plus possible, il n'y a pas d'alternative.

Il faut agir contre le réchauffement climatique! Les six dernières années ont été les plus chaudes depuis que les mesures existent. Il y a un réel risque d'emballement du réchauffement climatique avec des points de non-retour qui pourraient bientôt être atteints. La population n'a pas encore voté sur la loi sur le CO2 que vous proposez déjà un programme plus radical. N'est-ce pas un mauvais timing? Au contraire! Nous avons déjà présenté un plan climat l'été dernier et l'avons retravaillé en fonction des critiques reçues. C'est un hasard si nous l'avons présenté aujourd'hui (hier, ndr) aux médias, alors que le référendum contre la loi sur le CO2 était remis aux autorités.

Mais finalement, cela tombe bien. Nous voulons convaincre la population que la loi sur le CO2 est urgente, nécessaire et importante. Mais elle ne suffira pas pour atteindre la neutralité carbone, objectif du Conseil fédéral. D'autres mesures sont indispensables. Il faut donc faire davantage et adopter un plan de relance vert après la crise du Covid, comme le font l'Union européenne et en partie les Etats-Unis.

» SP ANALYSE C'est à qui lave le plus vert Reléguée au 2e rang des préoccupations politiques par la crise sanitaire, la question du réchauffement climatique connaît un retour de flamme. Il faut dire que le peuple devrait voter en juin sur le principal instrument de la lutte pour le climat, la révision de la loi sur le CO2, après le dépôt d'un référendum hier muni de plus du double des 50 000 signatures nécessaires. On avait déjà assisté à une surenchère dans ce domaine il y a deux ans avant les élections fédérales, dont les Verts et les Vert'libéraux étaient sortis grands gagnants. Les Verts entendent garder la main avec leur plan présenté hier, qui vise une neutralité carbone d'ici à 2040. Ils sont certes moins ambitieux que la Grève du climat qui vise le même objectif pour 2030 déjà, selon un plan présenté il y a quelques jours.

Mais plus que le PLR et le Conseil fédéral, qui se sont fixé cet objectif pour 2050. Les libéraux-radicaux ont lancé avant-hier un nouveau site internet (www.blueprints.ch) qui vise à répertorier toutes leurs actions dans le domaine, mais aussi celles des PME qui développent des solutions innovantes, histoire de démontrer qu'économie et écologie vont de pair. La révision de la loi sur le CO2 va chambouler nos habitudes La neutralité carbone en 2050, c'est aussi ce que vise l'initiative populaire dite «pour les glaciers».

Le Conseil fédéral a décidé l'automne dernier de lui opposer un contre-projet direct qui vise le même objectif, mais sans une interdiction générale des combustibles ou carburants fossiles (gaz, charbon, pétrole). Vous avez perdu le fil? C'est normal, mais c'est bien le problème. Partis et organisations se déchirent pour occuper le devant de la scène politicomédiatique. Et pendant qu'ils jouent à qui lave le plus vert, le citoyen lambda se perd au milieu des projets et des échéances. Mais son intérêt est certain, non seulement en raison de l'urgence climatique, mais aussi parce que les mesures proposées vont bousculer son quotidien, comme le montrent celles que nous avons retenues dans le plan des Verts.

Or, s'il y a une chose que la crise du coronavirus nous a apprise, c'est à quel point nous tenons à ces petits gestes qui rythment notre vie, tels que les courses, une fête entre amis ou un repas au restaurant. La révision de la loi sur le CO2 va aussi chambouler nos habitudes. L'augmentation jusqu'à 12 centimes du prix de l'essence et l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion vont nous faire voyager autrement, et c'est bien le but d'ailleurs. Mais encore faudra-t-il en convaincre une majorité des Suisses. Le nombre de signatures (plus de 110 000) récoltées par le comité référendaire, ajouté aux 7000 paraphes recueillis par des activistes du climat, qui en oublient les

intérêts de leur cause au profit de leur vision dogmatique, laisse présager une campagne compliquée.

Pour que le oui l'emporte, il faudra que la clarté du débat remplace les guerres de chapelle et que les plus fervents partisans de la lutte contre le réchauffement s'enflamment pour un projet qu'ils jugent tiède. Car un non gèlerait pour des années tous les projets plus ambitieux. » PHILIPPE CASTELLA.